

PCF

Parti  
Communiste  
Français

# 'Humain d'abord

Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF  
Semaines du 8 juillet au 12 août 2012 – n°103

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

## Ce n'est pas maintenant... Patrick Apel-Muller

Pour le SMIC, le changement, ce n'est pas maintenant. Pour le porte-monnaie des ménages non plus. Le calcul est vite fait : en dehors de l'inflation, le coup de pouce sera de 6,58 euros par mois, 0,22 euro par jour. On comprend que Benoît Roger-Vasselien, président de la commission « sociale » du Medef, après la déploration d'usage, ait jugé que « c'est une hausse raisonnable » et que « le gouvernement a tenu compte de (nos) inquiétudes sur la situation des entreprises ». Le patronat se réjouit, les syndicats font grise mine. La CGT fait part d'une « très forte déception » et d'un « très mauvais signe envoyé aux salariés, qui se sont notamment exprimés en faveur de François Hollande ». Pour FO, cette décision « va engendrer frustration et mécontentement ».

Les chiffres relativisent, à tout le moins, les hauts cris poussés sur l'avenir des entreprises confrontées à une hausse substantielle du SMIC. 5 % de « coup de pouce » auraient représenté 53,75 euros de plus par mois. C'était à la portée de toutes les situations et pouvait être immédiatement décidé.

Une telle mesure, socialement juste, était également économiquement nécessaire face à l'affaissement de la consommation intérieure. Une enquête de Promotourisme réalisée auprès de 2 050 Français représentatifs de la population montre que seuls 53 % de nos concitoyens partiront en vacances, qu'elles ne dureront en moyenne pas plus de treize jours et que moins d'argent (une baisse de 2 %) y sera consacré. Tandis que les ménages vont être frappés par une nouvelle hausse du gaz – voire à un rattrapage de celles qui avaient été bloquées –, on voit comment la pingrerie d'aujourd'hui risque de se répercuter sur bien des branches productives qui seront confrontées à une moindre demande.

L'obsession de la baisse du coût du travail – sous ses formes de compression des salaires ou de suppression des cotisations sociales, comme le prône le FN – enferme notre économie dans un cercle vicieux qui étouffe la croissance. Celle-ci ne peut être prônée à Bruxelles et entravée à Paris.

Il faudrait au contraire élever la qualité et la valeur du travail, et baisser les frais financiers – **les charges d'intérêts bancaires et les dividendes payés par les sociétés ont dépassé 309 milliards en 2010** –, le coût du crédit qui ligote les PME, décourage leurs initiatives et plombe leur trésorerie. De même, le dogme de la baisse de la dépense publique, qui conduirait à réduire sévèrement le nombre de fonctionnaires pour créer des postes d'enseignants ou de policiers, aura des conséquences sévères sur la qualité des services publics – qui profitent d'abord aux familles modestes –, et le gel des dépenses sociales dès 2013 frappera les milieux populaires. Si le relèvement de la fiscalité des plus riches est indolore pour l'économie nationale, la stagnation de l'investissement public plombera l'emploi dans les territoires.

Les choix qui sont arrêtés dans le cadre du collectif budgétaire présenté le 4 juillet sont une forte entrée en matière pour la nouvelle Assemblée nationale. Ils s'alignent sur les critères d'austérité réclamés par Angela Merkel, se plient aux injonctions des PDG de Telecom Italia, Axia et Siemens qui ont exigé des dirigeants européens, l'instauration d'un fédéralisme autoritaire pour combattre les « mirages de la relance par la consommation, la dépense publique et les transferts » ?

C'est à cette première épreuve que seront jugés les députés de la majorité de gauche. De toute la majorité de gauche.

D'après Patrick Apel-Muller

## Agenda

Réunion Indignés le lundi 18H30  
de retour sur le Pâquier

Réunions soutien aux Roms au  
campement 17H30 tous les soirs  
sauf manifs

le mardi 19h30 pique-nique en-  
semble sur le quai de Chavoire  
pour montrer notre détermination  
à utiliser ce quai illégalement pri-  
vatisé par quelques-uns

Attention : pas de Cercle du  
Silence à Annecy les 7 juillet,  
4 août et 1er septembre 2012 !

Université d'été 2012 du PCF  
(du 31 août au 2 septembre)  
<http://formation.pcf.fr/19312>



<http://www.humanite.fr/medias/lafete-de-lhumanite-2012-une-fete-pour-le-changement-499188>



REJOINS LE PCF

PCF  
Parti communiste français

MEMBRE DU  
FRONT  
DE GAUCHE

## Discours de politique générale : « La confiance se fonde sur les actes »

Nous avons entendu le Premier ministre nous présenter avec beaucoup de conviction les 60 engagements du président Hollande rendus publics au cours de la campagne électorale.

Certaines mesures comme l'annulation de la TVA sociale, le droit de vote des étrangers, le rétablissement du barème de l'ISF ou la fin des exonérations de charges sociales sur les heures supplémentaires sont de bonnes nouvelles.

Jean-Marc Ayrault a cependant manqué de nous convaincre sur les moyens qu'il entend se donner pour réussir une politique de changement à la hauteur des besoins des Français. La rupture plusieurs fois proclamée par le Premier ministre avec l'austérité exige d'autres mesures que celles qu'il a annoncées.

A s'en tenir là et en appelant les députés à ratifier le pacte budgétaire européen, qui sera le principal obstacle à la souveraineté nationale et aux changements voulus par les Français, le Premier ministre sera vite conduit à jeter le gant dans le combat à mener contre les marchés financiers, les institutions bancaires et une Troïka européenne plus éloignés que jamais des intérêts populaires.

Je soutiens les parlementaires du Front de gauche dans leur choix de s'abstenir ; la confiance se fonde sur les actes, et c'est aux actes que ceux qui ont porté la gauche au pouvoir jugeront.

Attentifs à l'appel à mobilisation du Premier ministre, nous jouerons pour notre part tout notre rôle pour que les aspirations au changement formulées par les Français deviennent réalité.

Pierre Laurent, le 3 juillet 2012

## ACTA : Une victoire de la mobilisation citoyenne

Communiqué de Marie-Christine Vergiat  
Députée européenne Front de gauche  
Bruxelles 4 juillet 2012

Une écrasante majorité du Parlement européen a rejeté l'accord ACTA (478 voix contre, 39 pour, et 169 abstentions).

C'est une victoire de la démocratie, grâce à la mobilisation des citoyens qui se sont mobilisés très tôt et ont alerté le Parlement européen contre les risques que représente cet accord international soutenu par les grands acteurs économiques relayés par la Commission européenne.

Le PPE n'a eu de cesse, y compris en commissions parlementaires, de recourir à des artifices de procédure pour bloquer ce vote du Parlement européen jusqu'à tenter, à la dernière minute, de reporter le vote.

Tout au long de la procédure, la Commission européenne a renié les droits du Parlement européen, refusant de l'informer, comme elle le doit conformément au Traité de Lisbonne dans le cadre de négociations d'accords internationaux.

La Commission a pris acte de ce vote, mais n'a pas pour autant rendu les armes et elle a répété qu'ACTA était vital pour la compétitivité de l'Union et de son économie et a rappelé sa saisie de la Cour de justice de l'Union et déclaré qu'elle examinera l'arrêt et lui donnerait les suites qu'elle estime nécessaires.

Sous couvert de lutte contre la contrefaçon dans différents domaines (médicaments, etc.), l'accord proposait de renforcer les dispositions en matière de droits d'auteur et de propriété intellectuelle en les rendant plus répressives et coercitives. Il menaçait les libertés fondamentales en ligne, la neutralité de l'internet, l'innovation, l'accès et le partage des technologies libres, de la culture, des médicaments génériques et des semences.

Ce rejet est un signal fort pour ceux qui cherchent à opposer les libertés économiques à l'ensemble des droits et libertés.

Il est possible de lutter contre la contrefaçon, de protéger les consommateurs sans mettre en cause les droits des citoyens.

## 50 ans de l'indépendance d'Algérie : « La France doit assumer son passé colonial avec dignité »

A l'occasion de la commémoration officielle du cinquantenaire de l'indépendance de l'Algérie, le PCF tient à réaffirmer ce qu'il a rappelé en 2004, pour le 50ème anniversaire de l'insurrection algérienne du 1er novembre 1954 et en 2005 pour le 60ème anniversaire des massacres commencés à Sétif le 8 mai 1945 : la France, par la voix de ses plus hautes autorités, celle de son chef de l'État, doit se montrer capable d'assumer son passé colonial avec dignité en reconnaissant les crimes du colonialisme, le fait colonial et toutes ses conséquences.

Cinquante ans après, il est vraiment temps de dire clairement ce que fut ce passé. Rien de ce qui a fait la tragédie et les crimes du colonialisme ne pourra être dépassé tant qu'il n'y aura pas acceptation, par la France, de sa propre responsabilité historique et compréhension pour la blessure infligée par plus d'un siècle de domination et de violence au peuple algérien.

C'est à cette condition – une reconnaissance de la réalité historique – qu'un nouveau lien pourra s'établir entre la France et l'Algérie.

Alors que les peuples arabes, au Maghreb et au Proche-Orient affirment leurs aspirations à la démocratie, à de vrais changements politiques et sociaux, la France doit manifester une volonté réelle de s'inscrire positivement dans cette histoire politique nouvelle du monde arabe en montrant qu'elle veut construire un autre avenir avec tous les peuples du Sud de la Méditerranée et singulièrement avec le peuple algérien et avec l'Algérie.

## Huma du jour et de la semaine

L'Humanité Dimanche  
du 5 au 11 juillet 2012

Dans l'Humanité, mardi 9 juillet 2012 L'événement  
**Les enjeux du changement social selon les syndicats**  
Protection sociale, fonction publique, emploi, rémunérations, industrie... Ouvrant la conférence sociale, F. Hollande a appelé syndicats et patronat à des compromis. Ils apparaissent inatteignables sur des sujets tels les licenciements économiques ou le financement de la Sécurité sociale.  
Le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent demande des mesures concrètes pour les salaires, l'emploi et les services publics.

**L'HUMANITÉ DIMANCHE**  
N° 309 - 06/05/12 - 06/07/2012

**L'ALGÉRIE DE 2012**  
Le voyage de Francis Perron  
Prix 1,50€

**PACTE BUDGÉTAIRE EUROPÉEN**

**M. Hollande, les Français doivent pouvoir dire oui ou non !**  
LIRE L'EDITORIAL PAGE 7 ET PAGE 20

**80% des sondés pour interdire les licenciements des entreprises bénéficiaires**, page 19

Présidentielle & législatives  
2012

Le programme  
du Front de  
**GAUCHE**

et de son candidat commun  
Jean-Luc Mélenchon

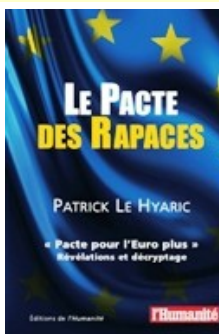
*L'humain  
d'abord*

**A lire**

L'Humain d'abord, tel est le titre du programme partagé du Front de Gauche, déjà 400.000 vendus!

Demandez-le aux militants du PCF.  
Prix : 2€.

Le Pacte des Rapaces  
(sur le pacte euro+)





## Dépenses/Sommet européen : « désarroi provoqué par la brutalité des annonces du gouvernement »

Dans les lettres de cadrage adressées à son gouvernement, le Premier ministre annonce l'austérité budgétaire pour 3 ans. Après l'annonce d'une hausse minimaliste du SMIC, c'est une deuxième mauvaise nouvelle.

Comment le gouvernement compte-t-il relancer la croissance s'il éteint tous les moteurs possibles de cette relance ? Sans hausse des salaires, sans investissements publics, sans mobilisation du crédit bancaire, sans relance de l'emploi industriel, où sont les perspectives?

D'autres choix sont possibles : renégocier comme promis, contrairement à ce qui est en train de se passer à Bruxelles, le pacte budgétaire européen, remettre la main sur les leviers du secteur bancaire avec la création d'un pôle public bancaire et financier pour mobiliser l'argent nécessaire, et engager une réforme fiscale très profonde.

Je comprends le désarroi provoqué par la brutalité des annonces du gouvernement.

Je dis à toutes celles et ceux qui ont voulu le changement : ne renoncez pas. Votre intervention dans les choix politiques est nécessaire, elle est urgente.

Avec les propositions du Front de gauche, nous pouvons nous rassembler et agir pour proposer d'autres choix immédiats.

Pierre Laurent, le 29 juin 2012

## Gauche Anticapitaliste rejoint le Front de Gauche (FDG)

Les organisations du Front de gauche se félicitent de la décision des membres de la Gauche Anticapitaliste de rejoindre le Front de gauche.

Cette décision importante est le fruit d'un processus entamé de longue date. Elle fait suite à une rencontre qui a eu lieu le mercredi 27 juin 2012 entre Gauche Anticapitaliste et le Front de gauche et qui a permis de vérifier les accords programmatiques et stratégiques.

Gauche Anticapitaliste est la huitième composante à rejoindre le Front de gauche depuis sa création. Cette arrivée est une preuve supplémentaire de la pertinence du Front de gauche qui s'ancre toujours plus dans la réalité politique de notre pays.

Après les échéances politiques de l'année 2012, le Front de gauche s'impose clairement comme la deuxième force à gauche. Il est une référence politique pour des millions de salariés et de jeunes. Cette dynamique se poursuit. De nouveaux enjeux décisifs sont devant nous.

Le Front de gauche entend continuer à être toujours mieux le lieu de rassemblement de celles et ceux qui partagent sa volonté de porter une logique alternative sociale et écologique de gauche à la domination de la finance, à la dictature du profit, et contre toutes les politiques d'austérité, qu'il s'agisse de nouvelles forces politiques ou de citoyens qui dans leurs engagements divers souhaitent agir pour ces objectifs.

## Discuter et ... entendre (André Chassaigne)

Claude Bartolone a déclaré ce matin sur une radio nationale, qu'il "serait grave" que les Député-e-s Front de gauche ne votent pas la confiance au gouvernement demain à l'issue de la déclaration de politique générale de Jean Marc Ayrault.

Et le Président de l'Assemblée nationale d'estimer que "quand un pays est dans la situation qui est celle de la France actuellement, plus nous serons rassemblés et mieux ce serait".

Faut-il le rappeler, les Député-e-s Front de gauche n'ont qu'un seul objectif : faire réussir la gauche. Ils formulent, pour cela, des propositions de nature à sortir le pays de la crise en répondant aux attentes de toutes celles et tous

## Sommet UE : « Seules les banques sortent victorieuses du sommet européen »

Les chefs d'État de nos pays reviennent du sommet européen en déclarant bien fort qu'ils ont arraché des victoires pour leurs peuples, des inflexions de la part de la Chancelière Merkel, de Mario Draghi ou de Jean-Claude Juncker. Ils auraient, pour la 19ème fois depuis le début de la crise, « sauvé l'Europe ». François Hollande déclare même que l'Europe est « réorientée » dans le bon sens. C'est de la publicité mensongère.

Le projet de pacte budgétaire sort intact de ce qui devait être une « renégociation » et le volet croissance de François Hollande n'a aucune valeur juridique. Qu'elles soient directes ou indirectes, financées par le MES ou non, toutes les soi-disant « aides financières » seront une nouvelle fois payées par les citoyens européens, via les coupes budgétaires et les attaques aux droits des travailleurs. Toutes les dispositions adoptées au nom de la solidarité avec l'Italie et l'Espagne ne sont que des mesures de socialisation massive des pertes. S'ajoutent la perte de la souveraineté des peuples et le recul de la démocratie parlementaire.

La vérité est la suivante : les négociations dans l'UE libérale se jouent à 27, mais c'est toujours les banques qui gagnent. Nous appelons toutes les femmes et les hommes de gauche, tous les élu-e-s qui sont dans les parlements, à se mobiliser pour empêcher la ratification de ce pacte funeste dans nos pays.

Seule une refondation de l'UE peut permettre une sortie de crise. Nous le répéterons tant qu'il faudra : l'austérité amène la récession. Il ne peut y avoir de croissance dans ce cadre. Nous proposons une alternative :

- une solution européenne pour les insoutenables dettes publiques existantes, qui prévoit une réduction importante de leur volume,

- changer le rôle et les missions de la BCE pour encourager la création d'emplois et la formation, pas les spéculateurs,

- créer une nouvelle institution : une banque publique européenne, financée par la BCE et la taxation des transactions financières, dont les fonds serviraient exclusivement à favoriser l'investissement public dans les services publics et le développement industriel durable,

- harmoniser par le haut les droits des travailleurs et tous les droits sociaux.

Pierre Laurent, Secrétaire National du PCF, Président du PGE (France),

Alexis Tsipras, Président de Syriza, Vice-président du PGE (Grèce),

Paolo Ferrero, Secrétaire national de Rifondazione Comunista (Italie),

Cayo Lara, Porte parole d'Izquierda Unida (Espagne),

Jose-Luis Centella, Secrétaire général du PCE (Espagne),

Katia Kipping & Bernd Riexinger, Coprésidents de Die-Linke (Allemagne)

Bruxelles, le 2 juillet 2012.

ceux qui ont voté pour le changement. Elles passent notamment par une hausse du pouvoir d'achat, une relance de l'emploi et une renégociation des traités européens qui enserrant les états dans les griffes des marchés. Les premières annonces gouvernementales n'en portent malheureusement pas la trace. Alors, comme le dit encore Claude Bartolone, "il faut discuter"! Et entendre ces propositions, pour permettre à la France de sortir de la situation dans laquelle elle se trouve actuellement. C'est cette volonté qui animera demain les Député-e-s Front de gauche.

André Chassaigne,

Paris, le 2 Juillet 2012,

## **BRIGNOLES : LE FN BATTU, LE COMMUNISTE ELU, UNE VICTOIRE HAUTEMENT SYMBOLIQUE !**

Pierre Laurent et Harlem Désir ont fait part de leur satisfaction après l'élection, ce dimanche 1er, du maire communiste de Brignoles au second tour de l'élection cantonale partielle qui l'opposait au candidat FN Jean-Paul Dispard.

Le Secrétaire National du Parti Communiste voit dans la victoire de Claude Gilardo face au candidat frontiste ce dimanche 1er juillet <http://www.humanite.fr/fil-rouge/election-de-claude-gilardo-dans-le-var--symbole-de-la-lutte-contre-le-fn-pierre-laurent> un symbole de la lutte contre le FN » et la preuve que, face au danger que représente l'extrême droite, « l'union de toutes les forces de la gauche est la garantie de la victoire ». Une « victoire des républicains » dont s'est également réjoui le numéro deux du PS, Harlem Désir, qui a félicité « chaleureusement » le nouveau conseiller général.

Le candidat du Front de Gauche a remporté de 13 voix son duel face à Jean-Paul Dispard, dont l'élection en 2011 avait été invalidée pour « irrégularités ». Il était arrivé en tête au premier tour avec 40% des suffrages contre 34.9% pour le candidat du Front National, et bénéficiait du soutien de l'ensemble de la gauche mais pas de celui de l'UMP. Aux dernières législatives pourtant, socialistes et communistes avaient appelé à voter UMP pour faire barrage au FN, mais la droite a décidé une fois de plus d'appliquer dans le Var la règle du « ni-ni », et a refusé tout désistement républicain.

Une « attitude détestable » qui « en dit long sur les passerelles désormais bien visibles entre l'UMP et le FN », estime Pierre Laurent, qui célèbre donc la « très belle victoire » de Claude Gilardo malgré la persistance de l'UMP à refuser toute différenciation entre extrême gauche et extrême droite. Harlem Désir qualifie quant à lui d'« irresponsable » ce « manque de courage » du parti dirigé par Jean-François Copé.

Article publié par l'Humanité

## **Gauche Anticapitaliste rejoint le Front de Gauche (FDG)**

Les organisations du Front de gauche se félicitent de la décision des membres de la Gauche Anticapitaliste de rejoindre le Front de gauche.

Cette décision importante est le fruit d'un processus entamé de longue date. Elle fait suite à une rencontre qui a eu lieu le mercredi 27 juin 2012 entre Gauche Anticapitaliste et le Front de gauche et qui a permis de vérifier les accords programmatiques et stratégiques.

Gauche Anticapitaliste est la huitième composante à rejoindre le Front de gauche depuis sa création. Cette arrivée est une preuve supplémentaire de la pertinence du Front de gauche qui s'ancre toujours plus dans la réalité politique de notre pays.

Après les échéances politiques de l'année 2012, le Front de gauche s'impose clairement comme la deuxième force à gauche. Il est une référence politique pour des millions de salariés et de jeunes. Cette dynamique se poursuit. De nouveaux enjeux décisifs sont devant nous.

Le Front de gauche entend continuer à être toujours mieux le lieu de rassemblement de celles et ceux qui partagent sa volonté de porter une logique alternative sociale et écologique de gauche à la domination de la finance, à la dictature du profit, et contre toutes les politiques d'austérité, qu'il s'agisse de nouvelles forces politiques ou de citoyens qui dans leurs engagements divers souhaitent agir pour ces objectifs.

## **Audit Cour des comptes : réaction du PCF**

Rivé sur l'objectif et la réduction du déficit public du pays à 3% fin 2013, le rapport d'audit de la Cour des comptes prône la réduction des dépenses publiques et sociales et une hausse d'impôts, au nom de « la crédibilité vis-à-vis de ses partenaires européens comme de ses créanciers ». Une philosophie déjà intégrée dans l'esprit de la loi de finances rectificative de l'été 2012 et surtout dans la lettre de cadrage du PLF 2013 du gouvernement qui a maintenu le gel des dépenses de l'État.

En revanche, invoquant un manque de recettes de 6 à 10 milliards d'euros pour 2012 et de l'ordre de 33 milliards d'euros pour 2013, la Cour précise la nature des efforts demandés. Si la réduction des dépenses de sécurité sociale et la stabilisation de la masse salariale de la fonction publique restent préconisées, elle convoque clairement cette fois « le recours à des impôts à assiette large et fort rendement comme la TVA et la CSG » pour faire face à l'ampleur de la consolidation budgétaire. Autant dire que les propos de la Cour des comptes seront largement utilisés pour justifier des hausses d'impôts pour les ménages français.

En refusant l'utilisation de la création monétaire par la BCE comme le demandent le PCF et ses partenaires du Front de gauche, et en passant sous silence les 172 milliards d'euros de niches fiscales et sociales accordées aux entreprises depuis des années, le rapport de la Cour des comptes sous-entend qu'il n'y a pas d'alternative à l'austérité. Il ment par omission. Une contradiction de plus avec les termes mêmes du discours de campagne de François Hollande. L'argument de la non perspective de croissance ne peut pas être le prétexte à une prétendue rigueur de gauche.

## **CONFERENCE SOCIALE : LE SOUHAIT DE PIERRE LAURENT !**

Le secrétaire national du PCF espère que la conférence sociale débouchera sur des "mesures concrètes", estimant qu'il y avait actuellement "trois urgences", les salaires, l'emploi et les services publics.

"Il faut rouvrir en grand le chantier des salaires, très au-delà de l'augmentation très faible du SMIC qui a été annoncée", a-t-il relevé notamment ce matin sur Radio France Internationale (RFI). "Et puis en matière d'emploi, il faut des mesures immédiates contre les licenciements, des nouveaux droits pour les salariés, la reprise d'une politique industrielle", a ajouté le responsable du PCF.

"Enfin, en matière de service public, on attend des précisions sur l'application de l'abandon de la RGPP" (Révision générale des politiques publiques), a-t-il encore dit. Selon Pierre Laurent, il faut "des mesures nouvelles dans ces trois domaines immédiatement. C'est-à-dire, dès cet été et puis d'ici la fin de l'année, il faut que le changement soit visible dans ces trois domaines".

## **Mali : L'Otan a ouvert la boîte de Pandore**

Dans le Sahel, le trafic d'armes venues du sud libyen déstabilise les pays limitrophes.

<http://www.humanite.fr/monde/l%E2%80%99otan-ouvert-la-boite-de-pandore-500189>